

ANNEXE II. — Liste de grades pour lesquels des régimes transitoires pour les échelles barémiques s'appliquent pour la « Vlaamse Landmaatschappij »

(1)	(2)	(3)	(4)	(6)
Rang + grade	Régime organique	Régime transitoire (introduit par insertion le 1 ^{er} juin 1995)	Grade au 31 mai 1995	Echelle barémique au 31 mai 1995
A2L administrateur général adjoint	A216	A232	administrateur général adjoint	15/1
A2 directeur-informaticien	A221	A231	Informaticien directeur	13/K
A2 Directeur-ingénieur	A222	A231	Inspecteur général (titulaire d'un diplôme donnant accès à la carrière d'ingénieur et d'informaticien directeur de la Société nationale terrienne transféré à la « Vlaamse Landmaatschappij » le 1 ^{er} janvier 1990)	13P
A1 informaticien	A122	A224	Inspecteur général (titulaire d'un diplôme donnant accès à la carrière d'ingénieur)	15/1
		A132	Informaticien principal	11/P
		A131	informaticien	10/P

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 mars 2002 portant règlement spécifique du statut du personnel de la « Vlaamse Landmaatschappij » (Société flamande terrienne).
Bruxelles, le 22 mars 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,
V. DUA

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 1770

[C - 2002/29219]

28 FEVRIER 2002. — Décret réglant l'organisation et le fonctionnement des instances chargées de la gestion des fonds que l'Union européenne met à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance, de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° « Enseignement secondaire en alternance » : l'Enseignement secondaire en alternance organisé par le décret du 3 juillet 1991, tel que modifié;

2° « Enseignement de promotion sociale » : l'Enseignement de promotion sociale organisé par le décret du 16 avril 1991;

3° « Enseignement supérieur » : l'enseignement supérieur organisé dans les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française régi par le décret du 5 août 1995;

4° « Enseignement secondaire technique et professionnel » : l'Enseignement secondaire technique et professionnel tel qu'organisé par la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire;

5° « réseaux d'enseignement » :

- l'enseignement organisé par la Communauté française;
- l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française;
- l'enseignement libre subventionné par la Communauté française;

6° « organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs » : les organes de représentation et de coordination reconnus par le Gouvernement en application de l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

7° « agence FSE » : le service à gestion séparée créé par la Communauté française en application de l'article 9 de l'accord de coopération conclu le 2 septembre 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française relatif à la coordination et à la gestion des aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines et à la création d'une agence FSE;

CHAPITRE II. — *Conformité aux dispositions européennes*

Art. 2. L'enseignement secondaire en alternance et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement supérieur participent aux actions cofinancées par le Fonds social européen ou d'autres mécanismes de subventions spécifiques de l'Union européenne, aux programmes d'initiative communautaire qui les renforcent et aux programmes d'action communautaire dont les objectifs sont notamment :

1. polariser la croissance et mobiliser les ressources humaines;
2. adapter et moderniser les politiques et systèmes d'éducation, de formation et d'emploi;
3. promouvoir une main-d'œuvre compétente et l'esprit d'entreprise et prévenir l'enlèvement au chômage;
4. lutter contre l'exclusion du marché de l'emploi et promouvoir une société sans exclusions;
5. améliorer l'identification de l'offre d'emploi et des systèmes d'enseignement, d'éducation et de formation insertion et moderniser les systèmes de liens à l'emploi;
6. promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

TITRE II. — Dispositions particulières à l'enseignement secondaire en alternance et à l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice

CHAPITRE I^{er}. - *Définitions*

Art. 3. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « Le ministre » : Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement secondaire en alternance et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice dans ses attributions;

2° « Centre de coordination et de gestion » : l'organe tenant lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires de l'enseignement en alternance et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, les pouvoirs organisateurs, les réseaux, les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs et, d'une part le ministre, d'autre part l'Agence FSE;

3° « projets d'action globaux FSE » : les projets fixant les objectifs généraux approuvés par le Gouvernement dans le cadre des règlements et programmes relatifs aux aides octroyées par la Commission européenne;

4° « projets d'actions spécifiques FSE » : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements, les pouvoirs organisateurs, les réseaux, les organes de représentation et de coordination qui répondent aux objectifs des actions reprises à l'article 2 et qui s'inscrivent dans le cadre des projets globaux FSE;

5° « autres projets » : les programmes d'initiative communautaire (PIC) et les programmes d'action communautaire (PAC).

CHAPITRE II. — *Gestion du programme en Communauté française*

Art. 4. Dans le cadre des actions visées à l'article 3, le ministre fixe les projets d'action globaux FSE après avoir pris l'avis du centre de coordination et de gestion.

Le centre de coordination et de gestion introduit les projets globaux auprès de l'Agence FSE.

Le ministre approuve les projets d'action spécifiques FSE présentés par le centre de coordination et de gestion en ce compris les enveloppes budgétaires.

Art. 5. Les autres projets sont gérés par leur promoteur en relation directe avec l'Agence FSE. Au préalable, les promoteurs auront, via le centre de coordination et de gestion, soumis à l'approbation du ministre une demande de valorisation de la part publique belge.

Art. 6. Il est créé un « centre de coordination et de gestion des fonds européens pour l'enseignement secondaire en alternance et pour l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice » auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire du ministère de la Communauté française, dénommé « le centre de coordination et de gestion » dans le présent titre.

Le centre de coordination et de gestion a son siège dans les locaux de la Direction générale de l'enseignement obligatoire. Toutefois il peut, en cas de nécessité, se réunir dans un autre lieu.

Art. 7. § 1^{er}. Le centre de coordination et de gestion est composé comme suit :

1° le délégué du ministre chargé de l'enseignement secondaire en alternance et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, qui en assure la présidence;

2° le directeur général adjoint du service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'enseignement secondaire, des centres psycho-médico-sociaux et de l'inspection médicale scolaire, qui en assure la vice-présidence;

3° l'inspecteur général pour les cours de l'enseignement secondaire technique et professionnel;

4° trois représentants des réseaux d'enseignement désignés par le ministre sur proposition des réseaux en ce qui concerne l'enseignement subventionné;

5° le directeur de l'Agence FSE;

6° le directeur général adjoint du service général de l'Enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement artistique secondaire en alternance et de l'Enseignement à distance;

7° un représentant du Ministre du Budget;

8° Les chargés de mission visés à l'article 16.

§ 2. Un membre suppléant est désigné pour chacun des membres effectifs visés au § 1^{er}, 1° à 7°.

Les membres visés au § 1^{er}, 1° à 4° ont voix délibérative.

§ 3. Lorsque des dossiers concernant des problèmes statutaires et pécuniaires d'enseignants sont examinés, la présence d'un représentant de l'administration générale des personnels de l'enseignement peut être requise.

§ 4. Des personnes extérieures peuvent être invitées par le président, à son initiative ou à la demande du centre de coordination et de gestion, à participer aux réunions du centre de coordination et de gestion, avec voix consultative.

§ 5. En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président.

Les membres effectifs et suppléants visés au § 1^{er}, 4° sont nommés par le(s) ministre(s) pour un terme de trois années renouvelable.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il cesse de plein droit de faire partie du centre de coordination et de gestion.

Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Tout membre nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 8. Le centre de coordination et de gestion est chargé :

1° de tenir lieu d'interlocuteur désigné par le Gouvernement de la Communauté française pour servir d'intermédiaire entre d'une part, les établissements scolaires de l'enseignement secondaire en alternance et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice, les pouvoirs organisateurs et les réseaux d'enseignement et, d'autre part, le ministre, l'agence et les structures de décisions européennes, en ce qui concerne les programmes du Fonds social européen, les programmes d'initiative qui les renforcent et les différents programmes d'action de l'Union européenne, pour des actions dont les objectifs sont de faciliter l'insertion socioprofessionnelle de personnes de moins de vingt-cinq ans qui ont terminé la scolarité à temps plein, de développer l'enseignement secondaire en alternance et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice et d'assurer la formation des différents acteurs de l'enseignement secondaire en alternance et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice;

2° de préparer les demandes de concours en coordonnant et en globalisant les propositions des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs et des réseaux d'enseignement, de proposer au ministre la répartition des crédits européens mis à la disposition de l'enseignement secondaire en alternance et de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice et la valorisation des parts publiques prévues par la législation européenne, de déposer les demandes de concours après avoir obtenu l'agrément du ministre, de veiller au préfinancement des actions agréées, d'en assurer la mise en oeuvre, le déroulement, le suivi, l'évaluation prospective et rétrospective, de rechercher et de développer les partenariats nationaux et transnationaux, de préparer et d'introduire les rapports d'activité et les rapports financiers intermédiaires et de déposer les demandes de soldes après avoir vérifié l'éligibilité des dépenses;

3° de veiller à l'utilisation optimale des subventions européennes en renforçant les aspects qualitatifs des plus-values réalisées en respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité;

4° de promouvoir les programmes européens auprès des établissements scolaires ayant un rapport avec l'enseignement secondaire en alternance et l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice;

5° d'assurer l'articulation avec le développement de l'alternance en ce qui concerne enseignement de promotion sociale et les politiques régionales de mise à l'emploi;

6° de contribuer à la revalorisation de l'enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice;

7° de veiller au remboursement des avances consenties par la Communauté française pour les actions agréées;

8° de proposer au ministre toute modification aux dispositions réglementaires relatives au fonctionnement du centre de coordination et de gestion et à la gestion des projets.

Art. 9. Les modalités de fonctionnement du centre de coordination et de gestion sont fixées comme suit :

§ 1^{er}. Le centre de coordination et de gestion remplit ses missions visées à l'article 8 sur la base d'un consensus.

Lorsque celui-ci ne peut être atteint, il prend ses décisions, rend ses avis et accomplit toutes les missions visées à l'article 8, sur base d'un vote émis à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. S'il échec, une note de minorité est jointe.

§ 2. Le centre de coordination et de gestion fixe son règlement d'ordre intérieur, qui est soumis à l'approbation du ministre.

§ 3. Il est créé un bureau exécutif, ci-après dénommé « le bureau » composé comme suit :

1° le directeur général adjoint du service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'enseignement secondaire, des centres psycho-médico-sociaux et de l'inspection médicale scolaire, qui en assure la coordination. Le coordonnateur est chargé d'assurer la gestion journalière, de coordonner le travail des chargés de mission et de diriger l'éventuel personnel contractuel. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel de rang 15 du ministère de la Communauté française. Sa résidence administrative est celle de sa fonction;

2° les chargés de mission visés à l'article 16. Le délégué du ministre peut assister aux réunions du Bureau exécutif.

Les missions du bureau sont les suivantes :

1° de fixer l'ordre du jour et de préparer les réunions du centre de coordination et de gestion;

2° d'assurer les missions confiées par le centre de coordination et de gestion;

3° d'exécuter les décisions du centre de coordination et de gestion.

§ 4. Le secrétariat des réunions du centre de coordination et de gestion et du bureau est assuré par un membre du personnel de la direction générale de l'enseignement obligatoire.

Art. 10. Le directeur général de l'enseignement obligatoire est désigné comme ordonnateur des dépenses acceptées par le centre de coordination et de gestion.

Art. 11. Les montants alloués par la Commission de l'Union européenne sont virés sur base de l'article prévu du budget de la Communauté française.

Art. 12. Les montants visés à l'article 11 sont, après déduction des sommes réservées, lors de l'établissement du budget, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, aux traitements des chargés de mission et du personnel contractuel, aux remboursements des frais de parcours et des indemnités de séjour, répartis entre les réseaux d'enseignement, les pouvoirs organisateurs ou les établissements, au prorata des actions réalisées par chacun.

Art. 13. Les coûts de fonctionnement engagés par les réseaux d'enseignement, les pouvoirs organisateurs et les établissements pour la réalisation d'actions et qui, à ce titre, sont pris en charge par les financements européens, sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance, dont les justificatifs doivent correspondre aux critères d'éligibilité définis par la Commission de l'Union européenne et selon une procédure administrative arrêtée par le ministre. Des avances relatives aux coûts de fonctionnement peuvent être liquidées aux bénéficiaires pour autant que les crédits octroyés par l'Union européenne le permettent.

Art. 14. Les personnes visées à l'article 7, § 1^{er}, 1° à 4° ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions applicables aux membres du personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12 et leur adresse administrative est celle de leur fonction. Ils sont considérés comme étant en activité de service lorsqu'ils participent aux réunions du centre de coordination et de gestion.

Art. 15. Les traitements et subventions-traitements alloués aux membres du personnel enseignant et du personnel contractuel pour les prestations effectuées dans le cadre des programmes européens et des missions du centre de coordination et de gestion sont intégralement pris en charge, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française. L'intervention européenne sera ventilée entre les articles destinés aux paiements des traitements et subventions-traitements, par délibération du Gouvernement.

Art. 16. Le ministre chargé de l'Enseignement secondaire en alternance et de l'Enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice désigne 3 chargés de mission en tenant compte de l'importance relative des réseaux. Le ministre chargé de l'Enseignement secondaire en alternance et de l'Enseignement secondaire technique et professionnel de plein exercice peut éventuellement porter le nombre de chargés de mission à 7 en fonction de la masse des projets à traiter et compte tenu des possibilités budgétaires.

En ce qui concerne l'enseignement subventionné, le ministre chargé de l'enseignement secondaire en alternance le désigne après avis des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs, chacun en ce qui le concerne.

Art. 17. Les chargés de mission visés à l'article 16 sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement. A ce titre, ils continuent à bénéficier du régime de congés et de vacances propre à leur fonction d'origine. Toutefois, leur présence peut être requise par le coordonnateur, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires. Ils dépendent de leur réseau en ce qui concerne la manière dont ils effectuent leur tâche dans les établissements scolaires.

Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12 et leur résidence administrative est leur domicile.

TITRE III. — Dispositions particulières à l'Enseignement de promotion sociale et à l'Enseignement supérieur

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Art. 18. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « Le(s) ministre(s) » : le(s) Ministre(s) du Gouvernement de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement supérieur dans ses (leurs) attributions;

2° « projets d'action globaux FSE » : les projets fixant les objectifs généraux approuvés par le Gouvernement dans le cadre des règlements et programmes relatifs aux aides octroyées par la Commission européenne dans le domaine des ressources humaines;

3° « projets d'actions spécifiques FSE » : les projets individuels ou collectifs déposés par les établissements, les pouvoirs organisateurs, les réseaux, les organes de représentation et de coordination qui répondent aux objectifs des actions reprises à l'article 2 et qui s'inscrivent dans le cadre des projets globaux FSE;

4° « autres projets » : les programmes d'initiative communautaire (PIC) et les programmes d'action communautaire (PAC);

5° « centre de coordination et de gestion » : l'organe tenant lieu d'interlocuteur désigné pour servir d'intermédiaire entre les établissements scolaires, les pouvoirs organisateurs, les réseaux, les organes de représentation et de coordination et, d'une part, le(s) ministre(s), d'autre part l'Agence FSE;

CHAPITRE II. — Gestion du programme en Communauté française

Art. 19. Dans le cadre des actions visées à l'article 2, le(s) ministre(s) fixe(nt) les projets d'action globaux FSE après avoir pris l'avis du centre de coordination et de gestion.

Le centre de coordination et de gestion introduit les projets globaux auprès de l'Agence FSE.

Le(s) ministre(s) approuve(nt) les projets d'action spécifiques FSE présentés par le centre de coordination et de gestion en ce compris les enveloppes budgétaires.

Art. 20. Les autres projets sont gérés par leur promoteur en relation directe avec l'Agence FSE. Au préalable, les promoteurs auront, via le centre de coordination et de gestion, soumis à l'approbation du (des) ministre(s) une demande de valorisation de la part publique belge.

Art. 21. Il est créé un « Centre de coordination et de gestion des fonds européens pour l'enseignement de promotion sociale et pour l'enseignement supérieur » auprès de la direction générale de l'enseignement non obligatoire du ministère de la Communauté française, dénommé « centre de coordination et de gestion » dans le présent titre.

Le centre de coordination et de gestion a son siège administratif dans les locaux de la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique. Il peut, en cas de nécessité, se réunir en dehors de son siège.

Art. 22. § 1^{er}. Le centre de coordination et de gestion est composé comme suit :

- 1° le délégué du ministre chargé de l'enseignement de promotion sociale, qui en assure la présidence;
- 2° le directeur général adjoint du service général de l'Enseignement de promotion sociale, de l'Enseignement secondaire artistique en alternance et de l'Enseignement à distance, qui en assure la vice-présidence;
- 3° l'administrateur pédagogique de l'Enseignement de promotion sociale;
- 4° un représentant de l'Enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française;
- 5° un représentant de l'Enseignement de promotion sociale officiel subventionné par la Communauté française;
- 6° deux représentants de l'Enseignement de promotion sociale libre subventionné par la Communauté française, soit un représentant du secrétariat général de l'Enseignement catholique et un représentant de la Fédération des établissements libres subventionnés indépendants;
- 7° le directeur de l'Agence FSE;
- 8° le directeur général adjoint du service général de l'organisation matérielle et financière et des structures de l'enseignement secondaire, des centres psycho-médico-sociaux et de l'inspection médicale scolaire;
- 9° un représentant du ministre du Budget;
- 10° les chargés de mission visés aux articles 30, 32 et 36.

§ 2. Deux membres suppléants sont désignés pour chacun des membres effectifs visés au § 1^{er}, 1° à 8°.

§ 3. Les membres visés au § 1^{er}, 1° à 7° ont voix délibérative.

§ 4. Lorsque des dossiers concernant des problèmes statutaires et pécuniaires d'enseignants sont examinés, la présence d'un représentant de l'administration générale des personnels de l'enseignement peut être requise.

§ 5. Avec l'accord d'au moins quatre des membres visés au § 3, des personnes extérieures peuvent être invitées à participer aux réunions du centre de coordination et de gestion, avec voix consultative.

§ 6. En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président.

Les membres effectifs et suppléants visés au § 1^{er}, 4°, 5° et 6° sont nommés par le(s) ministre(s) pour un terme de trois années renouvelable.

Lorsqu'un membre effectif ou suppléant démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé, il cesse de plein droit de faire partie du centre de coordination et de gestion.

Tout membre démissionnaire continue cependant à siéger jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Tout membre nommé en remplacement d'un autre achève le mandat de son prédécesseur.

§ 7. Le secrétariat des réunions du centre de coordination et de gestion est assuré par l'adjoint du coordonnateur administratif visé à l'article 30.

Art. 23. Le centre de coordination et de gestion est chargé :

- de soumettre les projets globaux d'actions FSE à l'approbation du (des) ministre(s);
- d'introduire les projets globaux d'actions FSE approuvés auprès de l'agence FSE;
- de soumettre les projets spécifiques au(x) ministre(s) en coordonnant et en globalisant les propositions des établissements scolaires, des pouvoirs organisateurs, des réseaux d'enseignement et des organes de représentation et de coordination;
- d'établir et de soumettre à l'approbation du (des) ministre(s) les dépenses afférentes aux projets spécifiques en vérifiant notamment la conformité des dépenses aux enveloppes budgétaires approuvées par le(s) ministre(s);
- de vérifier l'éligibilité des projets spécifiques déposés conformément aux critères du Fonds social européen;
- de promouvoir les programmes européens auprès des établissements scolaires;
- de proposer au(x) ministre(s) la répartition des crédits européens mis à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur et la valorisation des parts publiques prévues par la législation européenne;
- d'établir et de soumettre à l'approbation du (des) ministre(s) les rapports annuels, en ce compris les comptes du centre de coordination et de gestion, après en avoir vérifié la conformité;
- de veiller à l'utilisation optimale des subventions européennes en renforçant les aspects qualitatifs des plus-values réalisées en respectant les principes de subsidiarité et de complémentarité;
- d'assurer l'articulation avec le développement de l'alternance en ce qui concerne l'enseignement secondaire et les politiques régionales;
- de proposer au(x) ministre(s) toute modification aux dispositions réglementaires relatives au fonctionnement du centre de coordination et de gestion et à la gestion des projets;
- de veiller au remboursement des avances consenties par la Communauté française pour les actions agréées.

Art. 24. Les modalités de fonctionnement du centre de coordination et de gestion sont fixées comme suit :

1° Le président du centre de coordination et de gestion convoque les membres, soit d'initiative, soit à la demande du(des) ministre(s), soit à la demande d'au moins un tiers des membres ayant voix délibérative.

La convocation doit être expédiée au moins dix jours calendrier avant la réunion, la date de la poste faisant foi.

Tout membre effectif empêché d'assister à une réunion en avertit le président et invite son suppléant à siéger.

2° Les votes ne peuvent intervenir que si l'enseignement organisé par la Communauté française et chaque organe de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs sont représentés et si deux tiers des membres ayant voix délibérative sont présents. Les décisions sont prises sur la base d'un consensus. Lorsque celui-ci ne peut être atteint, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres présents ayant voix délibérative. En cas de parité, la voix du président est prépondérante. S'il échet, une note de minorité est jointe.

3° L'ordre du jour ne peut être modifié que moyennant l'accord des six membres ayant voix délibérative. Si un réseau ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs ne sont pas représentés ou si moins de deux tiers des membres sont présents, une nouvelle réunion est convoquée, avec le même ordre du jour et au minimum dans un délai de sept jours, au cours de laquelle des votes peuvent intervenir quels que soient les réseaux ou organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs représentés ou quel que soit le nombre des membres présents. Le vote est alors acquis à la majorité absolue des membres présents.

Art. 25. Le (la) directeur(trice) général(e) de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique est désigné comme ordonnateur des dépenses du centre de coordination et de gestion.

Art. 26. Les montants alloués par la Commission de l'Union européenne sont virés sur base de l'article prévu au budget de la Communauté française.

Art. 27. Les coûts de fonctionnement engagés par les réseaux, les pouvoirs organisateurs et les établissements pour la réalisation des projets spécifiques et qui, à ce titre, sont pris en charge par les financements européens, sont versés aux bénéficiaires sur la base d'une déclaration de créance accompagnée d'un bilan financier global ainsi que les pièces justificatives des dépenses qui doivent correspondre aux critères d'éligibilité définis par la Commission de l'Union européenne.

Des avances relatives aux coûts de fonctionnement peuvent être liquidées aux bénéficiaires pour autant que les crédits octroyés par l'Union européenne le permettent.

Art. 28. Les personnes visées à l'article 22, § 1^{er}, 4° à 6° ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions applicables aux membres du personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12 et leur adresse administrative est celle de leur fonction. Ils sont considérés comme étant en activité de service lorsqu'ils participent aux réunions du centre de coordination et de gestion.

Art. 29. Les traitements et subventions alloués aux membres du personnel enseignant et du personnel contractuel pour les prestations effectuées dans le cadre des programmes européens et des missions du centre de coordination et de gestion sont intégralement pris en charge, à titre d'avance, par le budget de la Communauté française. L'intervention européenne sera ventilée entre les articles destinés aux paiements des traitements et subventions, par délibération du Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Dispositions propres à l'enseignement de promotion sociale*

Section 1^{re}. — De la coordination administrative et pédagogique

Art. 30. La gestion et la coordination administrative des projets FSE est assurée par un coordonnateur administratif qui est le vice-président du centre de coordination et de gestion. Pour l'assister dans sa mission, le ministre chargé de l'Enseignement de promotion sociale désigne auprès de l'administration un coordonnateur administratif adjoint, choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

Le coordonnateur administratif adjoint est chargé d'assurer la gestion journalière et l'exécution des décisions du centre de coordination et de gestion, de coordonner le travail des chargés de mission visés aux articles 32 et 36.

Art. 31. § 1^{er}. L'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale est chargé de la coordination pédagogique des projets spécifiques FSE.

A cet effet, il est chargé de :

— organiser des missions du service d'inspection en relation avec les actions menées dans le cadre du Fonds social européen;

— coordonner, dans le respect du principe d'autonomie des réseaux, les activités à caractère pédagogique des chargés de mission visés aux articles 32 et 36 à propos, notamment :

— de l'élaboration des projets spécifiques;

— de la collecte des informations auprès des établissements d'enseignement;

— de la communication de données lors des réunions du centre de coordination et de gestion;

— de l'évaluation de l'efficacité des actions menées, en particulier pour ce qui relève du public concerné.

§ 2. L'administrateur pédagogique dressera, à l'issue de chaque période de programmation, un rapport portant sur la dimension pédagogique des actions menées dans le cadre du Fonds social européen et le transmettra au ministre chargé de l'Enseignement de promotion sociale.

Ce rapport sera basé sur les rapports annuels d'activités élaborés par les chargés de mission.

Section II. — Des chargés de mission

Art. 32. Le ministre chargé de l'Enseignement de promotion sociale désigne quatre chargés de mission : un pour le réseau de la Communauté française, deux pour le réseau officiel subventionné et un pour le réseau libre subventionné. En ce qui concerne l'enseignement subventionné, le ministre chargé de l'Enseignement de promotion sociale les désigne après avis des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs, chacun en ce qui le concerne.

Le chargé de mission du réseau libre subventionné est désigné par le ministre chargé de l'Enseignement de promotion sociale après avis conjoint du secrétariat général de l'enseignement catholique et de la fédération des établissements libres subventionnés indépendants, et exerce sa mission dans l'enseignement libre confessionnel et dans l'enseignement libre non confessionnel.

Art. 33. Les chargés de mission visés à l'article 22, § 1^{er}, 10°, sont mis en congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement. A ce titre, ils continuent à bénéficier du régime de congés et de vacances propre à leur fonction d'origine.

Toutefois, sur décision du centre de coordination et de gestion, leur présence peut être requise, selon les nécessités du service, durant les périodes de vacances scolaires.

Ils dépendent de leur réseau en ce qui concerne leurs tâches en relation avec les établissements scolaires et les pouvoirs organisateurs, et la responsabilité du suivi du programme du Fonds social européen.

En matière de gestion des crédits du Fonds social européen, de rédaction et de transmission des rapports intermédiaires ou finaux et de coordination entre les réseaux, les chargés de mission exécutent les décisions du centre de coordination et de gestion et, dans ce cadre, accomplissent leurs tâches dans les locaux du siège administratif du centre de coordination et de gestion, sous la responsabilité du coordonnateur administratif.

Ils ont droit au remboursement de leurs frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du ministère de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12 et leur résidence administrative est leur domicile.

Art. 34. En sus des chargés de mission visés à l'article 32, les réseaux peuvent leur adjoindre des experts pédagogiques et techniques. Leur prise en charge se fera sur la dotation de périodes d'un des établissements du réseau comme prévu à l'article 5, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les règles des ajustements des dotations de périodes dans l'enseignement de promotion sociale.

Section III. — Aspects budgétaires et financiers

Art. 35. Les montants visés à l'article 26 sont, après déduction des sommes réservées aux projets globaux gérés directement par le centre de coordination et de gestion, aux frais de fonctionnement du centre de coordination et de gestion, aux traitements des chargés de mission et de l'éventuel personnel contractuel, aux remboursements des frais de parcours et des indemnités de séjour, répartis entre le réseau de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs, selon une clé fixée, de manière distincte pour l'objectif 1 et pour l'objectif 3, sur la base des critères suivants :

- a) à raison de 50 %, des dotations organiques des établissements situés dans la zone de l'objectif concerné;
- b) à raison de 25 %, des périodes organisées, par les établissements situés dans la zone de l'objectif concerné, avec le soutien du FSE au cours de l'avant-dernière année civile qui précède l'année au cours de laquelle la clé est appliquée;
- c) à raison de 25 %, du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, dans les établissements situés dans la zone de l'objectif concerné, au cours de l'avant-dernière année civile qui précède l'année au cours de laquelle la clé est appliquée.

CHAPITRE II. — Dispositions propres à l'enseignement supérieur

Art. 36. Le ministre chargé de l'enseignement supérieur peut désigner un chargé de mission pour assurer la gestion des dossiers de l'enseignement supérieur déposés auprès du FSE parmi les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté française.

Les dispositions relatives aux chargés de mission visés à l'article 33 lui sont applicables.

TITRE IV. — Dispositions finales

Art. 37. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 novembre 1992 réglant l'organisation et le fonctionnement des différentes instances chargées de la gestion des fonds que la Communauté économique européenne met à la disposition de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement secondaire en alternance dans le cadre du Fonds social européen est abrogé.

Art. 38. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 28 février 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 228-1. Amendements de commission, n° 228-2. Rapport, n° 228-3. Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 février 2002.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 1770

[C — 2002/29219]

28 FEBRUARI 2002. — Decreet tot regeling van de organisatie en de werking van de instanties belast met het beheer van de gelden die de Europese Unie ter beschikking stelt voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan, voor het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs, voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het hoger onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

TITEL I. — Algemene maatregelenHOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "secundair onderwijs met beperkt leerplan" : het secundair onderwijs met beperkt leerplan ingericht door het decreet van 3 juli 1991, zoals gewijzigd;

2° "onderwijs voor sociale promotie" : het onderwijs voor sociale promotie ingericht door het decreet van 16 april 1991;

3° "hoger onderwijs" : het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen die worden ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, geregeld door het decreet van 5 augustus 1995;

4° "technisch en beroepssecundair onderwijs" : het technisch en beroepssecundair onderwijs zoals ingericht door de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

5° "onderwijsnetten" :

— het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs;

— het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd officieel onderwijs;

— het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd vrij onderwijs.

6° "vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van inrichtende machten" : de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen die zijn erkend door de Regering met toepassing van artikel 74 van het decreet van van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

7° "ESF-agentschap" : de dienst in afzonderlijk beheer die door de Franse Gemeenschap is opgericht met toepassing van artikel 9 van het samenwerkingsakkoord waartoe op 2 september 1998 is besloten tussen de Franse Gemeenschapsregering, de Waalse Regering en het College van de Franse Gemeenschapscommissie aangaande de coördinatie en het beheer van de steun die door de Europese Commissie wordt verleend inzake human resources en betreffende de oprichting van het Agentschap Europees Sociaal Fonds;

HOOFDSTUK II. — *Overeenstemming met de Europese bepalingen*

Art. 2. Het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie en het hoger onderwijs nemen deel aan de acties die worden gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds of andere specifieke betoelagingsmechanismen van de Europese Unie, aan de communautaire initiatiefprogramma's die deze acties versterken en aan de communautaire actieprogramma's wier doelstellingen met name erin bestaan :

1. zich te concentreren op de groei en de menselijke middelen te mobiliseren;
2. de beleidlijnen en systemen inzake onderwijs, opleiding en tewerkstelling aan te passen en te moderniseren;
3. goede arbeidskrachten en de ondernemingszin te promoten en het verval in de werkloosheid te vermijden;
4. te strijden tegen de uitsluiting op de arbeidsmarkt en te streven naar een maatschappij zonder uitsluitingen;
5. het aanbod aan arbeidsplaatsen beter in beeld te brengen en de onderwijs-, opvoedings- en opleidings- en integratiesystemen te verbeteren en de arbeidskanalen te moderniseren;
6. de gelijke kansen tussen mannen en vrouwen te promoten.

TITEL II. — Bijzondere bepalingen voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan en voor het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijsHOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 3. Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder :

1° "De minister" : de minister van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan en voor het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs;

2° "Coördinatie- en beheerscentrum" : het orgaan dat als gesprekspartner aangewezen is om als tussenpersoon te dienen voor de schoolinstellingen van het onderwijs met beperkt leerplan en het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs, de inrichtende machten, de netten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten tussen, enerzijds, de minister en, anderzijds, het ESF-agentschap;

3° "globale ESF-actieplannen" : de projecten die de algemene doelstellingen bepalen die door de Regering zijn goedgekeurd in het raam van de reglementen en programma's aangaande de steun van de Europese Commissie;

4° "specifieke ESF-actieplannen" : de individuele of gezamenlijke projecten die worden ingediend door de instellingen, de inrichtende machten, de netten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen die voldoen aan de doelstellingen van de in artikel 2 bedoelde acties en die passen in het raam van de globale projecten van het ESF;

5° "andere projecten" : de communautaire initiatief-programma's (CIP) en de communautaire actie-programma's (CAP).

HOOFDSTUK II. — *Beheer van het programma in de Franse Gemeenschap*

Art. 4. In het raam van de in artikel 3 bedoelde acties bepaalt de minister de globale ESF-actieplannen na het advies te hebben ingewonnen van het coördinatie- en beheerscentrum.

Het coördinatie- en beheerscentrum dient de globale plannen in bij het ESF-agentschap.

De minister hecht zijn goedkeuring aan de specifieke ESF-actieplannen die door het coördinatie- en beheerscentrum zijn ingediend alsook aan de begrotingsenveloppes.

Art. 5. De andere projecten worden beheerd door hun promotor in nauwe samenwerking met het ESF-agentschap. De promotoren moeten eerst, via het coördinatie- en beheerscentrum, een valorisatieaanvraag van het Belgisch overheidsaandeel ter goedkeuring voorleggen aan de minister.

Art. 6. Er wordt bij de Algemene Directie van het Verplicht Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap een "coördinatie- en beheerscentrum van de Europese gelden voor het secundair onderwijs met beperkt leerplan en voor het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs" opgericht, in deze titel "het coördinatie- en beheerscentrum" genaamd.

De zetel van het coördinatie- en beheerscentrum is gevestigd in de lokalen van de Algemene Directie van het Verplicht Onderwijs. Het kan, desnoods, elders vergaderen.

Art. 7. § 1. Het coördinatie- en beheerscentrum is als volgt samengesteld :

1° de afgevaardigde van de minister belast met het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs, voorzitter;

2° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van het materiële en financiële organisatie van de structuren van het secundair onderwijs, van de psycho-medisch-sociale centra en van het medisch schooltoezicht, ondervoorzitter;

3° de inspecteur-generaal voor de vakken van het technisch en beroepssecundair onderwijs;

4° drie vertegenwoordigers van de onderwijsnetten aangeduid door de minister op voordracht van deze netten, wat het gesubsidieerd onderwijs betreft;

5° de directeur van het ESF-agentschap;

6° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van het Onderwijs voor sociale promotie, van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en van het afstandsonderwijs;

7° een vertegenwoordiger van de minister van Begroting;

8° de in artikel 16 bedoelde opdrachthouders;

§ 2. Voor ieder in § 1, 1° tot 7°, bedoeld werkend lid wordt een plaatsvervanger aangeduid.

De in § 1, 1° tot 4°, bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

§ 3. Wanneer dossiers aangaande statutaire en geldelijke kwesties behandeld worden, kan geëist worden dat een vertegenwoordiger van het algemeen bestuur van het onderwijspersoneel aanwezig is.

§ 4. De voorzitter kan, op eigen initiatief of op verzoek van het coördinatie- en beheerscentrum, externe personen uitnodigen op de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum welke adviesverlenende stem hebben.

§ 5. Bij afwezigheid wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter.

De in § 1, 4°, bedoelde werkende leden en hun plaatsvervangers worden door de minister(s) aangesteld voor een termijn van drie jaar welke hernieuwbaar is.

Wanneer een werkend lid of een plaatsvervanger ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarin het werd benoemd, maakt het van rechtswege geen deel meer uit van het coördinatie- en beheerscentrum.

Ieder ontslagnemend lid blijft evenwel zetelen tot zijn plaatsvervanger werd aangeduid.

Ieder lid dat werd aangesteld ter vervanging van een ander lid volbrengt het mandaat van diens voorganger.

Art. 8. Het coördinatie- en beheerscentrum heeft als taak :

1° op te treden als gesprekspartner aangewezen door de Franse Gemeenschapsregering om als tussenpersoon te dienen tussen, enerzijds, de schoolinstellingen van het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs, de inrichtende machten en de onderwijsnetten en, anderzijds, de minister, het agentschap en de Europese besluitvormingsstructuren, wat betreft de programma's van het Europees Sociaal Fonds, de initiatiefprogramma's die deze versterken en de verschillende actieprogramma's van de Europese Unie, voor acties die als hoofddoel hebben de socioprofessionele integratie van mensen jonger dan vijftig jaar die voltijds school hebben gelopen te vergemakkelijken, het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs te ontwikkelen en in te staan voor de opleiding van de verschillende actoren van het secundair onderwijs met beperkt leerplan en van het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs;

2° de wedstrijdaanvragen voor te bereiden en daarbij de voorstellen van de schoolinstellingen, de inrichtende machten en de onderwijsnetten te coördineren en samen te brengen, de minister voorstellen te formuleren omtrent de verdeling van de Europese kredieten die ter beschikking worden gesteld van het secundair onderwijs met beperkt leerplan en van het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs en omtrent de herwaarding van het overheidsaandeel voorzien in de Europese regelgeving, de wedstrijdaanvragen in te dienen na de goedkeuring te hebben verkregen van de minister, ervoor te zorgen dat de goedgekeurde acties worden geprefinancierd en te zorgen voor hun implementatie, verloop, opvolging, prospectieve en retrospectieve evaluatie, nationale en transnationale partnerships te concipiëren en tot stand te brengen, activiteitenverslagen en tussentijdse financiële rapporten voor te bereiden en in te dienen en de verzoeken om de saldi in te dienen nadat is nagegaan of de uitgaven in aanmerking kunnen komen;

3° ervoor te zorgen dat de Europese subsidies goed besteed worden door de kwaliteit van de gerealiseerde meerwaarden te verhogen en daarbij rekening te houden met de subsidiariteits- en complementariteitsbeginselen;

4° de Europese programma's te promoten bij de schoolinstellingen die een band hebben met het secundair onderwijs met beperkt leerplan en het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs;

5° de ontwikkeling van het alternerend onderwijs af te stemmen op het onderwijs voor sociale promotie en op het regionale tewerkstellingsbeleid;

6° bij te dragen tot de herwaardering van het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs;

7° toe te zien op de terugbetaling van de voorschotten, betaald door de Franse Gemeenschap, voor goedgekeurde acties;

8° de minister elke wijziging voor te stellen aan de reglementaire bepalingen inzake de werking van het coördinatie- en beheerscentrum en inzake het beheer van de projecten.

Art. 9. De werkingswijzen van het coördinatie- en beheerscentrum zijn als volgt vastgelegd :

§ 1. Het coördinatie- en beheerscentrum vervult haar in artikel 8 bedoelde opdrachten bij consensus.

Wanneer geen consensus bereikt wordt, neemt het centrum zijn beslissingen, brengt het adviezen uit en vervult het al zijn opdrachten bedoeld in artikel 8 op grond van een stembestemming uitgebracht bij twee derde meerderheid van twee derden van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Desgevallend wordt een minderheidsnota toegevoegd.

§ 2. Het coördinatie- en beheerscentrum stelt zijn huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de minister.

§ 3. Er wordt een uitvoerend bureau ingesteld, hierna "het bureau" genaamd, dat als volgt is samengesteld :

1° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van de materiële en financiële organisatie en van de structuren van het secundair onderwijs, van de psycho-medisch-sociale centra en van het medisch schooltoezicht, welke instaat voor de coördinatie. De coördinator is belast met het dagelijks beheer, coördineert het werk van de opdrachthouders en heeft de leiding over het eventueel contractueel personeel. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn vervoerskosten en op verblijfsvergoedingen aan de voorwaarden die zijn vastgesteld door de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden met rang 15 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Zijn administratieve standplaats is die van zijn ambt;

2° de in artikel 16 bedoelde opdrachthouders.

De afgevaardigde van de minister kan de vergaderingen van het uitvoerend Bureau bijwonen.

Het Bureau heeft als opdracht :

1° de agenda te bepalen en de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum voor te bereiden;

2° de door het coördinatie- en beheerscentrum toevertrouwde opdrachten te vervullen;

3° de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum uit te voeren.

§ 4. Het secretariaat van de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum en van het bureau wordt verzorgd door een personeelslid van de algemene directie van het verplicht onderwijs.

Art. 10. De directeur-generaal van het verplicht onderwijs is aangesteld als ordonnateur van de uitgaven die door het coördinatie- en beheerscentrum worden aanvaard.

Art. 11. De door de Europese Commissie toegekende bedragen worden gestort op grond van het voorziene artikel van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 12. De in artikel 11 bedoelde bedragen worden, na aftrek van de bedragen die bij de opmaak van de begroting zijn voorbehouden voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de lonen van de opdrachthouders en voor het contractueel personeel, voor de terugbetalingen van de vervoerskosten en van de verblijfsvergoedingen, verdeeld onder de onderwijsnetten, de inrichtende machten of de instellingen, in verhouding tot de door elkeen uitgevoerde acties.

Art. 13. De werkingskosten die de onderwijsnetten, de inrichtende machten en de instellingen oplopen voor de uitvoering van de acties en die, hiertoe, ten laste vallen van de Europese financieringen, worden aan de begunstigten overgemaakt middels een schuldvordering, waarvan de bewijsstukken moeten overeenstemmen met de criteria die zijn vastgelegd door de Europese Commissie en volgens een door de minister bepaalde administratieve procedure. Voorschotten op de werkingskosten kunnen worden uitbetaald aan de begunstigten voor zover de door de Europese Unie toegekende kredieten dit toelaten.

Art. 14. De in artikel 7, § 1, 1° tot 4°, bedoelde personen hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten aan de voorwaarden die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Hiertoe zijn zij gelijkgesteld met ambtenaren met rang 12 en is hun administratieve standplaats die van hun ambt. Zij worden beschouwd in actieve dienst te zijn wanneer zij deelnemen aan de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum.

Art. 15. De wedden en weddetoelagen toegekend aan de leden van het onderwijzend personeel en het contractueel personeel voor prestaties die zijn geleverd in het raam van Europese programma's en opdrachten van het coördinatie- en beheerscentrum worden integraal, als voorschot, ten laste genomen door de begroting van de Franse Gemeenschap. De Europese tegemoetkoming zal worden opgesplitst onder de artikelen voor de betaling van de wedden en weddetoelagen, na beraadslaging door de Regering.

Art. 16. De minister van het secundair onderwijs met beperkt leerplan en van het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs duidt drie opdrachthouders aan, rekening houdend met het relatief belang van de netten. De minister van het secundair onderwijs met beperkt leerplan en van het voltijds technisch en beroepssecundair onderwijs kan het aantal opdrachthouders eventueel brengen op zeven, naargelang het aantal te behandelen projecten en rekening houdend met de budgettaire ruimte.

Wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, duidt de minister van het secundair onderwijs met beperkt leerplan deze opdrachthouders aan na het advies te hebben ingewonnen van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, ieder wat hem betreft.

Art. 17. De in artikel 16 bedoelde opdrachthouders zijn met verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs. Ze blijven hiertoe genieten van het verlof- en vakantiestelsel eigen aan hun aanvankelijk ambt. De coördinator kan evenwel eisen dat ze aanwezig zijn tijdens de schoolvakanties, naargelang de behoeften van de dienst. Wat de wijze betreft waarop ze hun opdracht in de schoolinstellingen vervullen, hangen zij af van hun net.

Zij hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten en op de verblijfsvergoedingen vastgelegd in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Zij worden hiertoe gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12 en hun administratieve standplaats is dezelfde als hun woonplaats.

TITEL III. — *Bijzondere bepalingen voor het Onderwijs voor Sociale Promotie en voor het Hoger Onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Art. 18. Voor de toepassing van deze titel, dient te worden verstaan onder :

1° "de minister(s)" : de minister(s) van de Franse Gemeenschapsregering, bevoegd voor het onderwijs voor Sociale Promotie en het Hoger Onderwijs;

2° "globale ESF-actieplannen" : de projecten die de algemene doelstellingen bepalen die door de Regering zijn goedgekeurd in het raam van de reglementen en programma's aangaande de steun van de Europese Commissie op het vlak van de human resources;

3° "specifieke ESF-actieplannen" : de individuele of gezamenlijke projecten die worden ingediend door de instellingen, de inrichtende machten, de netten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen die voldoen aan de doelstellingen van de in artikel 2 bedoelde acties en die passen in het raam van de globale ESF-plannen;

4° "andere projecten" : de communautaire initiatief-programma's (CIP) en de communautaire actie-programma's (CAP);

5° "Coördinatie- en beheerscentrum" : het orgaan dat optreedt als gesprekspartner en dat dient als tussenpersoon tussen de schoolinstellingen, de inrichtende machten, de netten, de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen en, enerzijds de minister(s), anderzijds het ESF-agentschap;

HOOFDSTUK II. — *Beheer van het programma in de Franse Gemeenschap*

Art. 19. De minister(s) bepaalt (bepalen) de globale ESF-actieplannen in het raam van de in artikel 2 bedoelde acties en vragen hiervoor eerst het advies van het coördinatie- en beheerscentrum.

Het coördinatie- en beheerscentrum dient de globale projecten in bij het ESF-agentschap.

De minister(s) hecht(en) zijn (hun) goedkeuring aan de specifieke ESF-actieplannen die zijn voorgelegd door het coördinatie- en beheerscentrum alsook aan de budgettaire enveloppes.

Art. 20. De andere projecten worden door hun promotor beheerd in rechtstreekse samenwerking met het ESF-agentschap. De promotoren dienen voorafgaandelijk een valorisatieaanvraag van het aandeel van de Belgische overheid, via het coördinatie- en beheerscentrum, ter goedkeuring voor te leggen aan de minister(s).

Art. 21. Er wordt een "coördinatie- en beheerscentrum van de Europese gelden voor het onderwijs voor sociale promotie en voor het hoger onderwijs" opgericht bij de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, in deze titel "coördinatie- en beheerscentrum" genaamd.

De administratieve zetel van het coördinatie- en beheerscentrum is gevestigd in de lokalen van de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs en van het wetenschappelijk onderzoek. Het kan, zo nodig, buiten deze zetel vergaderen.

Art. 22. § 1. Het coördinatie- en beheerscentrum is samengesteld als volgt :

1° de afgevaardigde van de minister van het onderwijs voor sociale promotie, voorzitter;

2° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst van het Onderwijs voor Sociale promotie, van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en van het Afstandsonderwijs, ondervoorzitter;

3° de pedagogisch administrateur van het Onderwijs voor Sociale promotie;

4° een vertegenwoordiger van het Onderwijs voor Sociale promotie, ingericht door de Franse Gemeenschap;

5° een vertegenwoordiger van het officieel Onderwijs voor Sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

6° twee vertegenwoordigers van het vrij Onderwijs voor Sociale promotie, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hetzij een vertegenwoordiger van algemeen secretariaat voor het katholiek onderwijs en een vertegenwoordiger van de Federatie van de onafhankelijke gesubsidieerde vrije instellingen;

7° de directeur van het ESF-agentschap;

8° de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor de materiële en financiële organisatie en van de structuren van het secundair onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra en het medisch schooltoezicht;

9° een vertegenwoordiger van de minister voor Begroting;

10° de in artikelen 30, 32 en 36 bedoelde opdrachthouders.

§ 2. Voor ieder van de in § 1, 1° tot 8°, bedoelde werkende leden wordt een plaatsvervanger aangesteld.

§ 3. De in § 1, 1° tot 7°, bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

§ 4. Wanneer dossiers aangaande statutaire en geldelijke problemen van leerkrachten behandeld worden, kan de aanwezigheid van een vertegenwoordiger van het algemeen bestuur van het onderwijspersoneel worden vereist.

§ 5. Externe personen met adviesverlenende stem kunnen worden uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum, als minstens vier van de in § 3 bedoelde leden hiermee akkoord gaan.

§ 3. Bij afwezigheid wordt de voorzitter vervangen door de ondervoorzitter.

De werkende en plaatsvervangende leden, bedoeld in § 1, 4°, 5° en 6°, worden door de minister(s) benoemd voor een termijn van drie jaar welke hernieuwbaar is.

Wanneer een werkend of plaatsvervangend lid ontslag neemt of de hoedanigheid verliest waarin het werd benoemd, maakt het van rechtswege niet langer deel uit van het coördinatie- en beheerscentrum.

Ieder ontslagnemend lid blijft evenwel zetelen tot diens plaatsvervanger wordt aangesteld.

Ieder lid dat aangesteld is ter vervanging van een ander volbrengt het mandaat van zijn voorganger.

§ 7. Het secretariaat van de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum wordt verzorgd door de adjunct van de administratieve coördinator, bedoeld in artikel 30.

Art. 23. Het coördinatie- en beheerscentrum moet :

- de globale actieplannen van het ESF ter goedkeuring voorleggen aan de minister(s);
- de goedgekeurde globale actieplannen van het ESF indienen bij het ESF-agentschap;
- de specifieke projecten voorleggen aan de minister(s) en daarbij de voorstellen van de schoolinstellingen, de inrichtende machten, de onderwijsnetten en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen coördineren en samenbrengen;
- de uitgavenstaat opmaken die gepaard gaat met de specifieke projecten, nagaan of deze onder meer conform de uitgaven op de door de minister(s) goedgekeurde begrotingsenvelopes zijn en deze ter goedkeuring voorleggen;
- nagaan of de ingediende specifieke projecten in aanmerking komen volgens de criteria van het Europees Sociaal Fonds;
- de Europese programma's promoten bij de scholen;
- de minister(s) voorstellen de Europese kredieten die ter beschikking worden gesteld van het onderwijs voor sociale promotie en van het hoger onderwijs te verdelen en het door de Europese regelgeving voorziene overheidsaandeel te valoriseren;
- de jaarverslagen opstellen en deze ter goedkeuring voorleggen aan de minister(s), alsook de rekeningen van het coördinatie- en beheerscentrum, nadat hiervan de overeenstemming is getoetst;
- erop toezien dat de Europese subsidies optimaal besteed worden en dat daarbij vooral wordt gekeken naar het kwalitatief aspect van de gerealiseerde meerwaarden, de subsidiariteits- en complementariteitsbeginselen indachtig;
- wat het secundair onderwijs betreft, de ontwikkeling van het onderwijs met beperkt leerplan afstemmen op het regionaal beleid;
- de minister(s) voorstellen formuleren aangaande iedere wijziging aan de verordenende bepalingen inzake de werking van het coördinatie- en beheerscentrum en het beheer van de projecten;
- ervoor zorgen dat de door de Franse Gemeenschap toegestane voorschotten voor goedgekeurde acties terugbetaald worden.

Art. 24. De werkingswijzen van het coördinatie- en beheerscentrum zijn als volgt vastgelegd :

1° de voorzitter van het coördinatie- en beheerscentrum roept de leden bijeen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de minister(s), hetzij op verzoek van minstens eenderde van de stemgerechtigde leden.

De oproepingsbrief moet minstens tien kalenderdagen voorafgaand aan de vergadering worden verzonden, waarbij de postdatum als bewijs dient.

Ieder werkend lid dat verhinderd is, verwittigt hiervan de voorzitter en nodigt zijn plaatsvervanger uit de vergadering bij te wonen.

2° Er kan enkel maar gestemd worden als het door de Franse Gemeenschap ingericht onderwijs en ieder vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten vertegenwoordigd zijn en als minstens tweederde van de stemgerechtigde leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij consensus. Wanneer geen consensus kan worden bereikt, wordt de beslissing genomen bij tweederde meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Desgevallend wordt een minderheidsnota bijgevoegd.

3° De agenda mag enkel worden gewijzigd met de toestemming van zes stemgerechtigde leden. Als een net of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten niet vertegenwoordigd is of als geen tweederde van de leden aanwezig is, wordt een nieuwe vergadering belegd met dezelfde agenda en minstens binnen een tijdsspanne van zeven dagen en tijdens dewelke een stemming kan plaatsvinden, ongeacht de vertegenwoordigde netten of vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten of ongeacht het aantal aanwezige leden. Het stemmen gebeurt dan bij absolute meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 25. De directeur(trice)-generaal van het niet-verplicht onderwijs en van het wetenschappelijk onderzoek wordt aangesteld als ordonnateur van de uitgaven van het coördinatie- en beheerscentrum.

Art. 26. De door de Europese Commissie toegekende bedragen worden gestort op grond van het in de begroting van de Franse Gemeenschap bedoeld artikel.

Art. 27. De werkingskosten van de netwerken, de inrichtende machten en van de instellingen voor de verwezenlijking van specifieke projecten en die, hiertoe, ten laste vallen van de Europese financieringen, worden uitgekeerd aan de begunstigden op grond van een schuldvordering vergezeld van een volledige financiële balans en van de bewijsstukken van de uitgaven die in overeenstemming moeten zijn met de criteria van de Europese Commissie om in aanmerking te worden genomen voor deze financiering.

Voorschotten op de werkingskosten kunnen worden uitbetaald aan de begunstigden voorzover de door de Europese Unie toegekende kredieten dit toelaten.

Art. 28. De in artikel 22, § 1, 4° tot 6°, bedoelde personen hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten aan de voorwaarden die gelden voor de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Hiertoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12 en is hun administratieve standplaats die van hun ambt. Zij worden beschouwd in actieve dienst te zijn wanneer zij deelnemen aan de vergaderingen van het coördinatie- en beheerscentrum.

Art. 29. De wedden en weddetoelagen toegekend aan de leden van het onderwijzend personeel en het contractueel personeel voor prestaties die zijn geleverd in het raam van Europese programma's en opdrachten van het coördinatie- en beheerscentrum worden integraal, als voorschot, ten laste genomen door de begroting van de Franse Gemeenschap. De Europese tegemoetkoming zal worden opgesplitst onder de artikelen voor de betaling van de wedden en weddetoelagen, na beraadslaging door de Regering.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen aangaande het onderwijs voor sociale promotie*

Afdeling I. — Administratieve en pedagogische coördinatie

Art. 30. Het beheer en de administratieve coördinatie van de ESF-projecten wordt verzekerd door een administratief coördinator welke de vice-voorzitter is van het coördinatie- en beheerscentrum. De minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie duidt bij het bestuur een adjunct-administratief coördinator aan onder de leden van het onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt ingericht of gesubsidieerd en ter beschikking is gesteld wegens opdracht in het belang van het onderwijs, welke hem zal bijstaan in zijn opdracht.

De adjunct-administratief coördinator staat in voor het dagelijks beheer en voor de uitvoering van de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de coördinatie van het werk van de opdrachthouders bedoeld in artikelen 32 en 36.

Art. 31. § 1. De pedagogische administrateur van het onderwijs voor sociale promotie is belast met de pedagogische coördinatie van de specifieke ESF-projecten.

Hiertoe moet hij :

— de opdrachten van de inspectiedienst organiseren in verband met de acties die worden ondernomen in het raam van het Europees Sociaal Fonds;

— rekening houdend met de autonomie van de netten, de pedagogische activiteiten van de in artikelen 32 en 36 bedoelde opdrachthouders coördineren die onder meer verband houden met :

— de uitwerking van de specifieke projecten;

— de informatiegaring bij de onderwijsinstellingen;

— het meedelen van informatie tijdens de vergadering van het coördinatie- en beheerscentrum;

— de evaluatie, op het vlak van de doeltreffendheid, van de ondernomen acties, meer in het bijzonder wat betreft de doelgroep.

§ 2. De pedagogische administrateur stelt, op het einde van iedere programmatieperiode, een verslag op over de pedagogische omvang van de acties die worden gevoerd in het raam van het Europees Fonds et legt dit voor aan de minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie.

Dit verslag steunt op de jaarlijkse activiteitenverslagen van de opdrachthouders.

Afdeling II. — Opdrachthouders

Art. 32. De minister van Onderwijs voor Sociale Promotie stelt vier opdrachthouders aan : een voor het net van de Franse Gemeenschap, twee voor het gesubsidieerd officieel net en een voor het gesubsidieerd vrij net.

Wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, stelt de minister van Onderwijs voor Sociale Promotie deze aan na het advies te hebben ingewonnen van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, elk wat hem betreft.

De opdrachthouder van het gesubsidieerd vrij net wordt aangesteld door de minister van Onderwijs voor Sociale Promotie op gezamenlijk advies van het "secrétariat général de l'enseignement catholique" en van de "fédération des établissements libres subventionnés indépendants", en vervult zijn opdracht in het confessioneel vrij onderwijs en in het niet-confessioneel vrij onderwijs.

Art. 33. De in artikel 22, § 1, 10°, bedoelde opdrachthouders zijn met verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs. Ze blijven alsdan de vakantie- en verlofregeling genieten die voor hun oorspronkelijke functie gold.

Hun aanwezigheid kan echter, bij beslissing van het coördinatie- en beheerscentrum, volgens de behoeften van de dienst vereist worden tijdens de schoolvakanties.

Ze zijn afhankelijk van hun net wat betreft hun opdrachten die verband houden met de schoolinstellingen en de inrichtende machten en wat betreft de verantwoordelijkheid voor het opvolgen van het programma van het Europees Sociaal Fonds.

Inzake het beheer van de kredieten van het Europees Sociaal Fonds, het stellen en overzenden van de interim- of eindverslagen en de coördinatie tussen de netten, voeren de opdrachthouders de beslissingen van het coördinatie- en beheerscentrum uit; ze verrichten die taak in de lokalen van de bestuurszetel van het coördinatie- en beheerscentrum onder de verantwoordelijkheid van de administratieve coördinator.

Ze hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten en op de verblijfsvergoedingen aan de voorwaarden gesteld in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Hiertoe worden zij gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12 en is hun administratieve standplaats dezelfde als hun woning.

Art. 34. Bovenop de in artikel 32 bedoelde opdrachthouders kunnen de netten beroep doen op pedagogische en technische deskundigen. Deze vallen ten laste van de lestijdendotatie van een van de instellingen van het net, zoals voorzien in artikel 5, § 3, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de aanpassing van de lestijdendotaties in het onderwijs voor sociale promotie.

Afdeling III. — Budgettaire en financiële aspecten

Art. 35. De in artikel 26 bedoelde bedragen worden na aftrek van de bedragen die zijn voorbehouden voor de globale projecten die rechtstreeks worden beheerd door het coördinatie- en beheerscentrum, voor de werkingskosten van het coördinatie- en beheerscentrum, voor de lonen van de opdrachthouders en van het eventueel contractueel personeel, voor de terugbetalingen van de verplaatsingskosten en de verblijfsvergoedingen, verdeeld onder het net van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten, volgens een verdeelsleutel, verschillend voor doelstelling 1 en doelstelling 3, op grond van volgende criteria :

a) naar rato van 50 %, van de organieke dotaties van de instellingen die zijn gelegen in het gebied van desbetreffende doelstelling;

b) naar rato van 25 %, van de lestijden die worden georganiseerd door de instellingen die zijn gelegen in het gebied van desbetreffende doelstelling, met de steun van het ESF tijdens het voorlaatste kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin de verdeelsleutel wordt toegepast;

c) naar rato van 25 %, van het aantal ingeschreven werkzoekenden, in de instellingen die zijn gelegen in het gebied van desbetreffende doelstelling, tijdens het voorlaatste kalenderjaar voorafgaand aan het jaar waarin de verdeelsleutel wordt toegepast.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen voor het hoger onderwijs

Art. 36. De minister van Onderwijs voor Sociale Promotie kan, onder de leden van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap, een opdrachthouder aanstellen voor het beheer van de dossiers inzake hoger onderwijs die worden ingediend bij het ESF.

De bepalingen inzake de opdrachthouders, bedoeld in artikel 33, zijn op hem van toepassing.

TITEL IV. — Slotbepalingen

Art. 37. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 november 1992 betreffende de organisatie en de werking van de instanties belast met het beheer van de gelden die de Europese Economische Gemeenschap ter beschikking stelt voor het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan, in het kader van het Europees Sociaal Fonds, wordt opgeheven.

Art. 38. Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 28 februari 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002*

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 228-1. — Commissieamendementen, nr. 228-2. — Verslag, nr. 228-3

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 februari 2002.